

24 NOV. 2022

Ajaccio le

N°

697

Service Eau – Biodiversité – Forêt
Unité Forêt

Ref : DC/AR/UF/2022-493
Affaire suivie par : Damien CAZAUX
Tél : 04 95 32 97 92
Mel : ddtm-sebf-foret@haute-corse.gouv.fr

RAR : 1A 193 758 8166 4

Bastia, le 05 JUIL. 2022

La directrice départementale
des Territoires

à

BAROLETTI Rémi
Hameau de Mausoleo
20222 BRANDO

	S.A.D	INFO
DIR		
DIR.Adj		
Adj.DIR		
SG		
STEC		
SBEP		
SCIL		
MPC		
SRNT		
Signalé		Délai de réponse
DIR.	Dir Adj.	Adj Dir.

Objet : instruction d'une demande d'autorisation de défrichement au titre du code forestier.

BAROLETTI Rémi – Parcelles n°740, 739, section C – Commune de TOMINO

Réf : N° **2022/206** (à rappeler dans toute correspondance)

Comme suite à l'examen de votre demande d'autorisation de défricher les parcelles n° 740, 739 section C sises sur la commune de Tomino, je vous informe que votre demande d'autorisation de défricher est incomplète.

Votre projet de défrichement étant supérieur à 0,5 hectares, il relève de la rubrique 47°a de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et est donc soumis à une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact en application des dispositions des articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 du même code. En vue de constituer ce dossier, je vous invite à vous connecter sur le site internet de la DREAL Corse (<http://www.corse.developpement-durable.gouv.fr/formulaire-r407.html>) où vous trouverez le formulaire cerfa, l'annexe nominative et toutes les informations nécessaires. Une fois constitué votre dossier devra être envoyé à la DREAL Corse à l'adresse mail dédiée (formulaire-kpark.corse@developpement-durable.gouv.fr).

Il conviendra de me faire parvenir, selon le cas, la décision de la DREAL Corse vous dispensant de l'élaboration d'une étude d'impact ou l'étude d'impact, si celle-ci vous est demandée par la DREAL Corse. A cette occasion, je vous informe que dans le cas où votre projet de défrichement serait soumis à une étude d'impact, il devra faire l'objet d'une enquête publique prévue à l'article L. 123-2 du code de l'environnement ou d'une procédure de participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du même code. En outre, dans cette hypothèse, votre projet devra également faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 en application des dispositions de l'article R.414-19 alinéa 3° du Code de l'environnement, celle-ci pouvant être intégrée directement dans l'étude d'impact.

Dès réception de l'intégralité des pièces complémentaires requises, l'examen de votre dossier pourra reprendre.

Ce courrier ne vaut pas autorisation de défrichement.

Remi d'Agliani
LaGoo Bastia

Le Chef de l'unité Forêt,


Christophe BRESSON